



# PÊCHE

## Acheter durable pour sauver l'océan

La surexploitation des ressources halieutiques est une des principales causes du déclin de la biodiversité marine. La politique européenne des quotas et l'évolution des techniques de pêche peuvent infléchir la tendance. Nos pratiques de consommation également.

— Par **ELSA CASALEGNO** avec **SANDRINE GIROLLET**

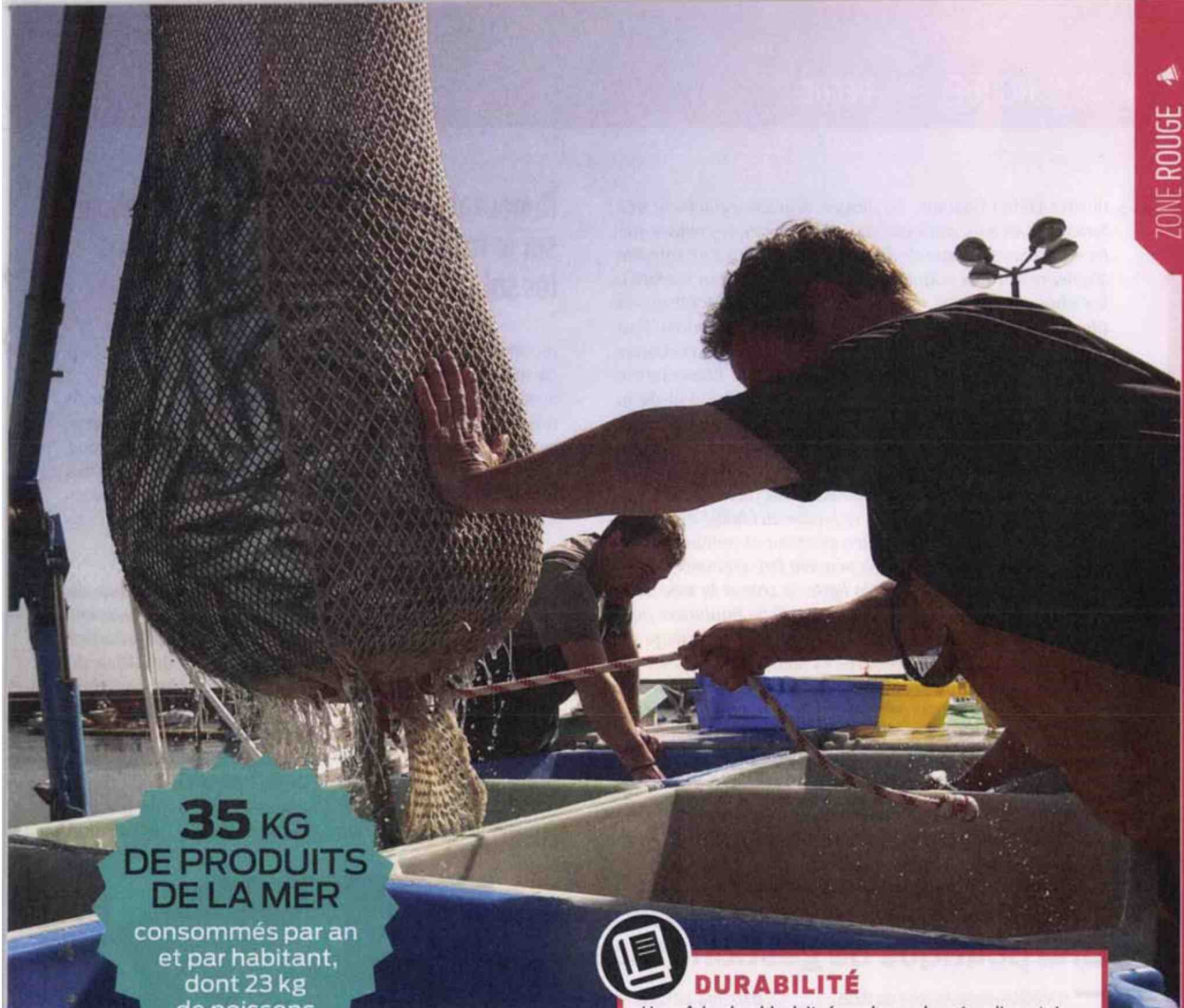
**P**our sauver l'océan, il faudra consommer moins et aussi pêcher mieux. Sans même tenir compte des effets du réchauffement climatique, les pollutions, la croissance démographique, le trafic maritime et la surpêche provoquent le déclin massif de la biodiversité dans les océans. « Plus de 30 % des récifs coralliens, des requins et des raies, près de 30 % des crustacés et près de 10 % des poissons sont menacés d'extinction », a alerté Yunne Jai-Shin, biologiste à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), lors d'un récent colloque. Si le poisson abonde encore sur les étals, il se raréfie dans les mers : 34 % des stocks mondiaux étaient sursollicités en 2017, soit 1,1 % de plus qu'en 2015<sup>(1)</sup>. En Atlantique Nord-Est, cette surexploitation des ressources halieutiques « touche encore 26 % des populations, et 2 % sont considérées comme "effondrées", parmi lesquelles le cabillaud en mer Celtique », constatait, début 2020, l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer). En Méditerranée, la situation se révèle dramatique, avec plus de 80 % des stocks concernés par la surpêche. Pour inverser cette tendance, des changements majeurs s'avèrent nécessaires, mais des solutions existent.

Nous pouvons lutter contre la surpêche sans être obligés d'exclure les produits de la mer de notre régime alimentaire. En effet, une population dégradée peut rapidement se reconstituer, dès lors qu'on la sollicite moins. Pour preuve,

**Si l'on prend des mesures pour les préserver, les stocks de poissons peuvent se reconstituer en quelques années**

**470 000 TONNES,**  
dont 300 000 tonnes en frais, telle est la production de la pêche française

en Méditerranée, le nombre de thons rouges est reparti à la hausse en une dizaine d'années à peine, grâce à un plan de redressement (lire encadré p. 18). La situation demeure tout de même inquiétante dans la région, car seulement cinq espèces y sont suivies (200 le sont en Atlantique!), et il n'existe à l'heure actuelle aucune règle de gestion commune entre les pays du pourtour méditerranéen. En Atlantique, les limitations de pêche instaurées par l'Union européenne (UE) portent peu à peu leurs fruits. L'Ifremer estime que « 49 % des volumes de poissons prélevés sont issus de populations exploitées durablement, contre 15 % il y a 20 ans ». « Le premier critère de durabilité, c'est la ressource », explique Gwen Pennarun, président de l'Association des ligneurs de la pointe de Bretagne. Un pêcheur qui tape dans un stock doit faire en sorte que ce dernier puisse se reproduire. Il ne devrait, en aucun cas, l'altérer. Or, en France et en Europe, on capture toujours trop de poissons. « La situation s'est beaucoup améliorée en Atlantique, mais nous sommes encore loin du compte », concède



**35 KG DE PRODUITS DE LA MER**  
consommés par an et par habitant, dont 23 kg de poissons



**DURABILITÉ**

Une pêche durable doit répondre aux besoins alimentaires actuels tout en préservant les océans pour les générations futures. Elle s'appuie sur les trois piliers du développement durable : impact limité sur l'environnement, efficacité économique au service des populations et équité sociale.

N.BLANCHET/ANDIA

Alain Biseau, scientifique à l'Ifremer. Protéger les écosystèmes menacés est donc à portée de main, à condition de prendre des mesures drastiques. « Les pêcheurs se plaignent de ces contraintes. Néanmoins, ils reconnaissent qu'elles sont globalement justifiées pour sauvegarder la ressource, plaide Thierry Missonnier, directeur de l'organisation de producteurs (OP) From Nord. La profession a beaucoup évolué depuis 15 ans. » Mais il faudrait aller plus loin, et prélever encore moins à court terme. Difficile à accepter pour les marins. Pour des espèces à cycle court comme la sardine, il suffit d'alléger la pression pendant un ou deux ans. En revanche, le cabillaud exige un effort d'au moins sept ou huit années dans certains endroits.

**Le chalut de fond en accusation**

Les outils de pêche n'ont pas tous le même impact écologique sur les fonds marins. Les instruments passifs (lignes, casiers, filets et palangres) occasionnent peu de dégâts.

Mais parmi les engins actifs (chaluts de fond et pélagiques, dragues, sennes), certains abîment les habitats et d'autres collectent d'énormes quantités de poissons en un seul coup. Pour Didier Gascuel, professeur en écologie marine à Agrocampus Ouest, « le chalut de fond est condamné » et il sera nécessaire d'en sortir à terme « même si c'est compliqué »<sup>(2)</sup>. Très apprécié des marins pour son efficacité, cet outil est en effet utilisé dans toutes les mers européennes. Or, les études montrent un lien entre le recul de la biodiversité et la fréquence de chalutage. « Dans la Grande Vasière, au large de la Gascogne, au sein de plusieurs zones immenses, il ne reste que des langoustines, et la biodiversité globale a baissé. De nombreuses espèces ont disparu et d'autres, invasives, se sont installées (crabes, étoiles de mer, oursins...), >>>

>>> illustre Didier Gascuel. *La drague dégrade également très fortement les sols, mais elle est employée sur des petites surfaces, comme en baie de Saint-Brieuc (22) où il ne subsiste d'ailleurs que des coquilles Saint-Jacques.* » Pour les ONG, les engins traînants, qui sont déplacés sur le fond ou en pleine eau, sont intrinsèquement invasifs. Il faut donc leur préférer les engins dormants. Consciente que certaines espèces sont difficiles à pêcher autrement, l'association Bloom ne demande pas l'interdiction du chalut et de la drague, mais elle souhaite que leur usage soit restreint. « *Nous devons réduire l'impact sur l'environnement et préserver un maximum de zones, quitte à en sacrifier quelques-unes* », résume Frédéric Le Manach, son directeur scientifique. « *Dire qu'on ne peut pas se passer du chalut, c'est faux*, proteste Charles Braine, ancien pêcheur et militant écologiste. *La plupart des poissons peuvent être capturés de plusieurs façons: le cabillaud à la ligne, la sole et la lotte avec des filets à grande maille... Même la pêche hauturière peut être pratiquée à l'hameçon.* » L'abandon du chalutage de fond ferait chuter la productivité et flamber les prix sur les étals, rétorquent les professionnels. « *De nombreuses ressources ne seraient plus prélevées, avec un report massif sur d'autres* », objecte Thierry Missonnier, de l'OP From Nord. Les consommateurs devraient alors s'adapter. D'autres engins posent question par l'ampleur des prises qu'ils permettent. Ainsi, le chalut pélagique et la senne, qui ciblent des espèces vivant en bancs (thon, sardine, hareng...),

## Redoutables, les engins traînants déplacés sur le fond marin dégradent fortement les sols et réduisent la biodiversité

récoltent d'énormes quantités de poisson à chaque coup de filet. Si la senne danoise (variante du chalut pélagique) a déjà séduit plusieurs armateurs français, elle suscite le rejet de nombreux pêcheurs artisans, qui craignent un épuisement rapide des populations. Quant au chalut électrique (interdit en France), prisé par nos voisins du nord de l'Europe, en particulier les Pays-Bas, il a des conséquences écologiques catastrophiques.

### Une course au profit aux effets désastreux

Lorsque ces engins hyperefficaces sont maniés par de gigantesques bateaux, la menace d'effondrement des stocks augmente inévitablement. À l'automne 2019, la présence dans la Manche d'un chalutier néerlandais de 143 m de long, le *Margiris*, avait soulevé la colère des pêcheurs français. Sans effet, puisque rien ne s'y opposait légalement. En revanche, l'Australie a interdit dans ses eaux territoriales ce type de navire, capable de remonter plus de 200 tonnes de poisson par jour. Le ligneur Gwen Pennarun déplore « *la recherche de la rentabilité maximale* » qui anime les gros armateurs. Bruno Corréard, responsable de l'association >>>

## THON ROUGE EN MÉDITERRANÉE Une politique de gestion efficace

En Méditerranée, la crise du thon rouge illustre à merveille les dérives d'une surpêche massive, puis l'efficacité d'une politique de gestion afin d'éviter l'épuisement du stock. Si la pêche de ce gros poisson se pratique depuis le Néolithique, elle restait dans des limites soutenables, jusqu'à ce que la demande japonaise explose dans les années 1980. Les prix flambent. De quoi aiguïser les appétits... Comme les réserves de thon rouge ont été laminées dans le Pacifique, les prélèvements s'intensifient en Méditerranée. Les bateaux se multiplient, deviennent de plus en plus gros, et leurs filets (des sennes) sont redoutablement efficaces. Le thon est traqué partout et le nombre de captures augmente de façon exponentielle, passant de 15 000 tonnes dans les années 1970 à plus de 50 000 tonnes deux décennies

plus tard. La Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (Iccat), créée en 1969, constate la surexploitation de l'espèce dès 1996 et fixe un quota de 30 000 tonnes pour l'ensemble des pêcheries méditerranéennes. En l'absence de contrôles et de volonté politique, il n'est absolument pas respecté. Les scientifiques tirent en vain la sonnette d'alarme pendant 10 ans. Jusqu'au jour où les ONG, en particulier le WWF et Greenpeace, s'emparent du sujet et mobilisent l'opinion publique. Plusieurs trains de mesures sont alors mis en place, en 2006 puis en 2008. Mais c'est la baisse du quota à 13 500 tonnes, imposée en 2010, qui sauve le thon de l'effondrement. Il aura pour cela fallu sortir l'artillerie lourde, avec

Un gendarme contrôle la taille et le baguage d'un thon.



des patrouilles de bâtiments de guerre, des observateurs à bord des navires, des bateaux mis à la casse... Depuis, la population est remontée, au point que les niveaux de pêche ont été augmentés – peut-être trop : les 36 000 tonnes accordées pour 2020 laissent dubitatif. Mais les enjeux commerciaux sont énormes, et marseillais et clients japonais poussent à la hausse.

